
**hommes
& migrations**

Hommes & migrations

Revue française de référence sur les dynamiques
migratoires

1279 | 2009

L'Afrique en mouvement

Les Chinois résidant temporairement en Afrique

Les “séjournateurs”

Yoon Jung Park



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/340>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.340

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2009

Pagination : 126-138

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Yoon Jung Park, « Les Chinois résidant temporairement en Afrique », *Hommes & migrations* [En ligne], 1279 | 2009, mis en ligne le 29 mai 2013, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/340> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.340

Tous droits réservés

Les Chinois résidant temporairement en Afrique

Les “séjournateurs”

Par Yoon Jung Park, PhD,
directeur de recherche, Centre de recherche sociologique,
université de Johannesburg

Commerce chinois, Afrique du Sud
© Yoon Jung Park

La migration chinoise vers l'Afrique préoccupe l'Occident. La Chine pourrait prendre la place des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Europe en tant que force dominatrice postcoloniale. Les entreprises chinoises en Afrique sont taxées de “prédatrices” ou “néocoloniales”.

La migration chinoise vers ce continent est souvent décrite comme une “inondation”, une “invasion” ou une “incursion”. L'utilisation excessive de ces termes favorise une perception exagérée de la présence chinoise en Afrique qui se caractérise par une grande mobilité.

L'immigration moderne entre la Chine et l'Afrique prend racine dans la politique internationale chinoise sous l'ancien président Mao Zedong à la fin des années cinquante. À cette période, la Chine est intervenue en Afrique pour des raisons purement politiques, avançant une approche solidaire avec les nouveaux pays indépendants, la plupart étant officiellement reconnus par la République populaire de Chine. Afin de consolider les nouvelles relations diplomatiques avec les pays africains, Mao a envoyé près de 150 000 techniciens et travailleurs chinois sur le continent pour alimenter des chantiers liés à l'agriculture, la technologie et l'installation d'équipements. Le plus grand et le plus symbolique des chantiers de cette période des relations sino-africaines est la ligne ferroviaire Tan-Zam (Tanzanie-Zimbabwe), construite par 50 000 travailleurs chinois. La plupart d'entre eux sont retournés en Chine à la fin de leurs contrats⁽¹⁾.

Aujourd'hui, l'activité de la Chine en Afrique est liée davantage au profit qu'à l'idéologie. Cette tendance est née des réformes économiques chinoises de la fin des années soixante-dix et de la libéralisation de la législation d'émigration en 1985⁽²⁾. Par ailleurs, les programmes nationaux d'aide à l'Afrique impliquent toujours une immigration chinoise de travailleurs. En quelques décennies, la Chine a envoyé 15 000 à 20 000 infirmières et médecins en Afrique pour soutenir la construction d'hôpitaux et de cliniques, plus de 10 000 techniciens de l'agro-alimentaire sur quelques 200 projets d'agriculture pour la création de fermes et de stations de recherche, et des centaines de professeurs chinois pour la formation africaine dans les secteurs secondaire et tertiaire. Beaucoup de Chinois ont aussi pris la route de l'Afrique pour des contrats de grands projets de construction ferroviaire ou routière, l'installation de systèmes de télécommunications ou la construction de barrages⁽³⁾.

Les orientations politiques chinoises ont conduit dès lors à un *“flux migratoire hétérogène vers différentes parties du monde [...] la plupart des immigrés n'entrant pas dans le système établi du marché de l'emploi salarial [...]. Ils fondent leurs propres entreprises, en tant que détaillant ou grossiste de produits chinois, pour créer des restaurants chinois ou des cliniques de médecine chinoise traditionnelle”*⁽⁴⁾. Un nombre restreint mais croissant de ces entrepreneurs chinois est venu s'installer dans les pays africains.

Un nombre difficile à évaluer

Les estimations officielles du nombre de Chinois en Afrique varient énormément. Il y a, de surcroît, une augmentation dans la diversité des groupes d'immigrés qui viennent s'y installer : langues, dialectes, régions d'origine, classes, niveaux d'édu-

cation, pratiques professionnelles, etc. Ce nombre a augmenté de manière exponentielle depuis six à huit ans. La variabilité des estimations est due en grande partie à la faible application dans certains pays des politiques d'immigration, les systèmes de contrôles peu fiables et le niveau de corruption élevé créant les conditions d'une immigration illégale. Cependant, les données recueillies suggèrent que ces chiffres sont exagérés et attestent d'une hostilité grandissante envers les Chinois. En Namibie et en Zambie, par exemple, la presse locale a relevé la présence de plus de 40 000 Chinois dans chaque pays alors que la réalité des chiffres varie de 4 000 à 6 000. Ces deux pays ont enregistré récemment des niveaux alarmant d'hostilité anti-Chinois accompagnés de mobilisations politiques et sociales xénophobes.

L'estimation globale du nombre de Chinois en Afrique varie approximativement de 550 000 à plus de 800 000. Il faut, néanmoins, considérer ces chiffres au regard de la mobilité interne en Chine et de l'étendue des diasporas chinoises à travers le monde. Il y a approximativement 400 000 Chinois en France, 600 000 au Japon, 900 000 au Canada, plus de 2.5 millions aux États-Unis et environ 8 millions en Malaisie. De plus, durant les trente dernières années, la Chine a vécu ce que nous pouvons probablement identifier comme le plus grand mouvement d'urbanisation de toute l'histoire et la situation continue de s'accélérer. Les rapports récents indiquent que plus de 140 millions de migrants ruraux quittent la campagne pour les villes à l'intérieur de la Chine ; les estimations pour 2025 indiquent une augmentation de près de 250 000 millions.

Enfin, il semblerait que beaucoup d'Africains confondent les Chinois et les autres asiatiques non indiens ; le nombre de "Chinois" dans la plupart des pays africains comprendraient également les Coréens, les Japonais et les Malaisiens ainsi que d'autres ressortissants. Alors que la présence de Chinois dans les villes reculées de l'Afrique augmente, même la présence de Blancs ou d'Indiens devient synonyme de "Chinois" ; "Chinois" devient alors un terme générique désignant tous les "autres", différents de l'Africain ordinaire.

Flux migratoires et modes d'installation

Les flux migratoires chinois se sont typiquement orientés vers les pays dont les contrôles d'accès sont les moins sévères, surtout lorsque l'immigré n'a pas les qualifications éducatives et professionnelles nécessaires à l'obtention d'un visa pour les destinations occidentales plus populaires. Certains Chinois immigrent vers ces pays avec la ferme intention de partir ensuite vers les pays occidentaux.

Durant les deux dernières décennies, les Chinois sont allés en Hongrie et dans d'autres pays d'Europe centrale et de l'Est, dont les relations avec la Chine sont bonnes et où le visa n'est pas nécessaire. Ils se sont rendus également en Afrique. Ces pays deviennent des gares de passage avant le déplacement vers l'Europe occidentale, les États-Unis ou le Canada. Les immigrants chinois, qu'ils soient indépendants ou rattachés à des entreprises, arrivent dans les pays africains en empruntant les chemins tracés par leurs prédécesseurs diplomates, ingénieurs de corporations multinationales, exécutants de grands travaux, et dans certains cas, représentants d'entreprises taiwanaises. Les immigrants chinois sont donc très mobiles. Non seulement ils viennent directement de la Chine, mais certains

De plus en plus de cas isolés témoignent d'une mobilité des immigrants chinois de l'Afrique de Sud vers les pays, plus petits, moins habités et plus "sûrs" comme la Namibie, la Zambie et le Botswana.

d'entre eux arrivent en Afrique via un séjour dans une communauté chinoise en France, en Italie, en Espagne ou en Hongrie. Il y a souvent des affiliations linguistiques entre les différentes communautés d'immigrés. Ma Mung écrit, par exemple, qu'il existe un lien "français" entre les immigrants chinois originaires de Wenzhou dans la province de Zhejiang. Ils ont habité en France pendant de nombreuses années avant d'immigrer une deuxième fois vers les pays francophones d'Afrique⁽⁵⁾. En fonction de l'accueil dans le premier pays africain francophone, de nouveaux déplacements peuvent s'enchaîner vers d'autres pays africains francophones. De la même manière, Carling et Haugen racontent le périple de Chinois lusophones qui ont immigré vers le Cap-Vert. À cause de la compétition croissante provoquée par l'arrivée de nouveaux Chinois sur l'île, ils ont gagné ensuite le Mozambique et l'Angola⁽⁶⁾. De plus en plus de cas isolés témoignent d'une mobilité des immigrants chinois de l'Afrique de Sud vers les pays, plus petits, moins habités et plus "sûrs" dans la partie centrale de l'Afrique (Namibie, Zambie et Botswana, par exemple). Enfin, nous pouvons affirmer qu'il y a régulièrement des mouvements de Chinois entre l'Afrique du Sud et les deux États-nations qui se trouvent à l'intérieur de ses frontières, soit le Swaziland et le Lesotho.

Les Chinois dans le Sud de l'Afrique : une migration régionale

Le niveau de mobilité en Afrique du Sud est élevé. Le pays héberge trois communautés de Chinois : les Sud-Africains nés chinois, descendants des migrants chinois arrivés dans la période 1870-1880 ; les Taiwanais arrivés durant les deux derniè-



res décennies de l'apartheid, et les nouveaux arrivants de la Chine continentale, en nombre croissant depuis la fin des années quatre-vingt-dix.

L'immigration chinoise et taiwanaise est souvent fonction de l'attractivité financière. En Afrique du Sud, beaucoup d'industriels taiwanais ont profité de mesures incitatives dans les années quatre-vingt pour s'installer dans les endroits proches des zones réservées aux Noirs sous l'apartheid (*bantoustans* ou "foyers nationaux")⁽⁷⁾. Pendant une décennie, le nombre de migrants taiwanais a été en constante augmentation. Puis à la fin des années quatre-vingt-dix, début 2000, beaucoup de Taiwanais ont quitté l'Afrique du Sud, après sa reconnaissance officielle par la République populaire de Chine. En cause également la réglementation des travailleurs en Afrique du Sud et la nouvelle compétition accrue provoquée par les produits peu chers, importés directement de Chine. La criminalité, la sécurité, la stabilité politique et économique représentaient les préoccupations majeures de l'époque, tout comme la dépréciation record du rand sud-africain : 13 rands pour 1 dollar US. Après une pointe à approximativement 30 000 immigrés au milieu des années

quatre-vingt-dix, il y a actuellement 6 000 Taiwanais en Afrique du Sud, et leur nombre est en constante diminution⁽⁸⁾.

Il y a deux points importants à souligner au sujet des Taiwanais en Afrique du Sud. D'abord, grâce aux relations étroites entre le gouvernement de l'apartheid et le gouvernement de la République de Chine (Taiwan), la majorité des Taiwanais de l'Afrique du Sud ont obtenu le statut de citoyen sud-africain.

La facilité déconcertante des Taiwanais à se déraciner, après deux décennies en Afrique du Sud, semble indiquer que le passeport sud-africain était simplement un moyen pour atteindre un but : les affaires. Cependant, parmi ceux qui sont restés, beaucoup sont devenus des personnalités politiques importantes (au sein de partis politiques du Parlement sud-africain) et des personnalités du monde des affaires. Les enfants de ces Taiwanais sud-africains n'ont pas d'autre patrie. Deuxièmement, il faut souligner la mobilité constante des Taiwanais et des Chinois entre les frontières du Lesotho et l'Afrique du Sud. Certains traversent la frontière Ladybrand-Maseru quotidiennement ou une fois par semaine, habitant dans un pays et travaillant dans l'autre (ou dans les deux).

Les trois vagues de l'immigration chinoise contemporaine

Parmi les nouveaux arrivants chinois, les premiers sont arrivés en Afrique du Sud à la fin des années quatre-vingt, surtout entre 1989 et 1992. Il est probable qu'ils aient emprunté deux routes : un premier groupe est arrivé par le Lesotho et un deuxième de Hongrie⁽⁹⁾ via la Côte d'Ivoire. Beaucoup d'entre eux n'avaient que peu de ressources et ont créé des petites entreprises. Ceux qui sont arrivés par le Lesotho étaient au départ des employés de compagnies taiwanaises. À la fin des années quatre-vingt-dix, beaucoup avaient réussi comme importateurs ou grossistes de produits chinois ou étaient devenus propriétaires d'usine. Cependant, comme beaucoup d'industriels taiwanais, plus de la moitié de ces immigrants chinois ont récemment quitté l'Afrique du Sud pour des raisons de sécurité ou des problèmes familiaux. Certains sont repartis en Chine⁽¹⁰⁾, d'autres ont transféré leurs entreprises dans un autre pays du Sud de l'Afrique, et d'autres encore ont immigré vers le Canada, l'Australie ou d'autres pays développés.

La deuxième vague en provenance du continent chinois vers l'Afrique du Sud a eu lieu entre le milieu et la fin des années quatre-vingt-dix, immédiatement après les premières élections démocratiques, alors que l'Afrique du Sud rompait ses relations avec Taiwan pour établir une relation diplomatique avec la République

populaire de Chine. Des entreprises chinoises, parfois appartenant à l'État et parfois privées, envoyaient en moyenne deux à dix ressortissants chinois pour gérer leurs opérations sur place. À la fin de leur contrat à durée déterminée de deux ou trois ans, certains – quelle que soit leur région d'origine – ont décidé de rester en Afrique du Sud. C'étaient très souvent des professionnels bien éduqués, dotés d'une expérience des affaires internationales. Depuis, ils ont établi avec la Chine des réseaux d'affaires étendus sur tout le territoire sud-africain. Beaucoup ont élargi leur activité au-delà de leur commerce initial, vers l'exploitation minière, la fabrication industrielle et le développement de l'immobilier dans la région.

Parmi cette deuxième vague, certains étaient originaires des provinces de Jiangsu et Zhejiang, deux des régions les plus riches de Chine, qui ont bénéficié d'une politique économique de la "porte ouverte". Les entrepreneurs de ces régions ont identifié les opportunités commerciales en Afrique et ont considéré que l'Afrique du Sud pouvait agir comme un point d'entrée vers les autres pays voisins. Ils sont venus avec des capitaux et d'autres ressources commerciales. La majorité de ces immigrants appartiennent à des familles ou des réseaux sociaux rattachés à des usines en Chine. Armés de ces ressources et d'autres avantages compétitifs, leurs premiers choix commerciaux ont été l'import, le commerce de gros et le détail. Depuis, ils ont essaimé dans d'autres pays du sud de l'Afrique, encore une fois en tant que grossistes ou détaillants de produits chinois importés⁽¹¹⁾.

La dernière vague, qui continue encore, est arrivée dans le Sud du continent africain au début du nouveau millénaire. Ces migrants sont, pour la plupart, de petits commerçants ou des paysans originaires de la province de Fujian⁽¹²⁾. Souvent sans papiers, ils arrivent via les pays voisins comme le Swaziland ou le Lesotho. Un récent entretien avec un immigré chinois révèle qu'il y aurait entre trente et soixante Chinois qui arriveraient en Afrique du Sud chaque jour ; et ce chiffre serait encore plus élevé au Lesotho et en Swaziland. Beaucoup "achètent" leurs papiers. *"C'est un secret mal gardé", a indiqué l'interviewé. "Cela coûte entre 4 000 et 6 000 rands par personne à l'aéroport international d'Oliver Tambo, et entre 2 000 et 3 000 rands par personne en transitant par le Lesotho ou le Swaziland."*

Des réseaux de migrants tissés depuis la Chine

Comme les premiers immigrants chinois, ces travailleurs récents du Fujian sont moins éduqués et ont moins de qualifications ou de contacts. Puisqu'ils maîtrisent mal l'anglais, ont peu d'éducation et ne disposent pas de réseaux d'affaires étendus,

ils ont tendance à tenir des petits commerces dans des villages reculés à travers le sud du continent. Ce dernier groupe, dont le nombre continue de croître, représente la proportion d'immigrés chinois la plus importante en Afrique du Sud. Lors d'interviews réalisées en avril 2008, avec des immigrés fukiénois de la province de Free-State, beaucoup ont indiqué avoir essayé de lancer des entreprises dans au moins un ou deux villages ou villes, avant de s'installer de manière plus définitive dans leur maison "d'adoption". Un voyage plus récent dans la petite ville de Theunissen a révélé que l'un des interviewé de l'année précédente avait déjà quitté la ville (son quatrième déménagement dans le pays) et avait vendu son commerce (une petite épicerie) à

un jeune nouvel arrivant. Nous avons également relevé que dans deux parcelles adjacentes de la grande rue de Theunissen, il y avait au moins trois épiciers chinois, une boucherie chinoise et deux "magasins chinois". Ces derniers vendent toutes sortes de produits peu chers "fabriqués en Chine" : des vêtements, des jouets, des couvertures, des produits électroniques, des chaussures et des produits imitation cuir.

Des interviews avec des immigrés chinois en Namibie et en Afrique du Sud témoignent de flux réguliers entre les pays de la région. Les anciens arrivants ont l'habitude de faciliter l'immigration des nouveaux. Les chefs cuisiniers chinois, dont les compétences sont facilement exploitables sur le marché, sont souvent recrutés dans les pays africains voisins, ou à travers des réseaux d'amitiés ou de villageois entretenus depuis la Chine. Les immigrés chinois voyagent aussi à travers la région en tant que touristes. Même parmi les nouveaux immigrés de Fujian, la plupart ont indiqué qu'ils avaient voyagé dans le Sud de l'Afrique.

La grande mobilité de ces immigrés chinois et taiwanais à l'intérieur, autour et en dehors de l'Afrique du Sud soulève la question de l'installation définitive de ces migrants temporaires dans les pays hôtes de l'Afrique. La grande majorité de ces différents types d'immigrés, qu'ils soient contractuels sur des grands chantiers chinois, employés en tant que gestionnaire dans des entreprises appartenant à l'État chinois, ou rattachés aux services diplomatiques chinois, retourneront en Chine. Parmi les entrepreneurs indépendants, par contre, leurs intentions à long terme ne sont pas faciles à deviner. Leur décision est souvent la conséquence de leur réussite et de l'accueil qu'ils ont reçu dans le pays hôte. L'histoire des Chinois au Cap-Vert est révélatrice à cet égard.

Les chefs cuisiniers chinois, dont les compétences sont facilement exploitables sur le marché, sont souvent recrutés dans les pays africains voisins, ou à travers des réseaux d'amitiés ou de villageois entretenus depuis la Chine.

Le Cap-Vert et la connexion lusophone

Les liens officiels entre la Chine et le Cap-Vert ont été établis en 1976. Au milieu des années quatre-vingt-dix, l'engagement de la Chine au Cap-Vert s'intensifie, grâce à l'arrivée de petits investisseurs privés chinois ; contrairement à l'Angola et au Soudan, où l'immigration a été provoquée par les grandes entreprises étatiques chinoises. Par la suite, des hommes d'affaires chinois plus riches, souvent de Macau (une autre ancienne colonie portugaise), ainsi que plusieurs entreprises d'État, ont investi au Cap-Vert⁽¹³⁾.

Le nombre de magasins chinois au Cap-Vert est estimé à 200 et un officiel cap-verdien estime à 2 300 le nombre de ressortissants chinois sur une population de 300 000 personnes⁽¹⁴⁾. Selon d'autres chercheurs, il y a maintenant des magasins chinois dans tous les centres urbains du pays, et des rues entières de magasins chinois dans les villes de Praia et Sao Vincente⁽¹⁵⁾.

Souvent, les hommes d'affaires chinois viennent ouvrir leur commerce au Cap-Vert accompagnés d'un parent masculin. Si les affaires marchent bien, d'autres membres de la famille les rejoignent et développent l'activité familiale. Les magasins chinois vendent des vêtements, des chaussures, des accessoires de voyage, des ustensiles de cuisines. Certains vendent aussi des produits électroniques ou des jouets. Les biens proposés au Cap-Vert sont semblables à ceux vendus par les détaillants chinois en Europe centrale ou de l'Est et à d'autres endroits en Afrique. Dans beaucoup de pays africains, les produits de consommation peu chers fabriqués en Chine sont à la fois salués et dénigrés. Les Africains les plus pauvres ont accès à beaucoup plus de produits de consommation qu'auparavant, mais la qualité est mauvaise. Au sud de l'Afrique, les termes "*Fong Kong*" (utilisé en Afrique du Sud) ou "*Zhing Zhong*" (utilisé au Zimbabwe) qui désignent ces biens bon marché, fabriqués en Chine, sont devenus des termes génériques qui veulent également signifier "faux" ou "de mauvaise qualité".

Un marché en voie de saturation

Les chercheurs notent une relation plutôt détendue entre les immigrés chinois, le gouvernement capverdien et les autochtones. Mais la compétition augmente entre les Chinois ce qui contribue à une aggravation des tensions⁽¹⁶⁾. On considère que le niveau de vie des Capverdiens pauvres s'est amélioré avec l'arrivée des Chinois. Les Capverdiens n'envoient plus leurs enfants pieds nus à l'école, car les chaussures sont dorénavant abordables et chaque parent peut dès lors

offrir un cadeau de Noël à ses enfants⁽¹⁷⁾. Carling et Haugen rapportent également qu'il y a eu une augmentation des actes criminels contre les Chinois, y compris le vol à l'étalage et les vols violents. De surcroît, les Chinois étant perçus de plus en plus comme une minorité relativement aisée, ils sont également à la merci d'autres formes d'exploitation. Les propriétaires terriens augmentent les prix de location pour les permis commerciaux et les appartements, et la corruption se développe. Comme le notent Carling et Haugen : *"Paradoxalement, la croissance constante du nombre de magasins conduit la plupart des Capverdiens à conclure que les Chinois font de gros profits. Ceci encourage probablement le crime et la corruption et d'autres formes d'exploitation (sic). L'impression d'une affaire qui marche donne aussi aux officiels une peur non fondée d'un envahissement d'immigrés"*⁽¹⁸⁾.

Les premiers immigrants chinois au Cap-Vert étaient souvent des habitants de grandes villes comme Shanghai et Beijing. Aujourd'hui, les Chinois au Cap-Vert viennent en majorité de Wenzhou au sud de la province de Zhejiang, ce qui tendrait à prouver qu'une chaîne de migration est en place, responsable de la croissance rapide du nombre d'immigrés chinois⁽¹⁹⁾.

Alors que le nombre d'entreprises chinoises au Cap-Vert augmente, les immigrants chinois voient leurs marges baisser. Aujourd'hui, apparemment, les Chinois et la communauté hôte de Capverdiens se plaignent qu'il y a trop de Chinois au Cap-

Vert. Carling et Haugen y décrivent une situation de "saturation du marché" qui a lieu lorsque *"le nombre de fournisseurs d'un marché dans un lieu spécifique est supérieur à la demande, alors tous les fournisseurs accusent le déclin des profits jusqu'au seuil critique"*⁽²⁰⁾. Dans ce cas, expliquent-ils, il y a quatre solutions possibles : la guerre des prix, l'expansion du secteur, l'innovation et l'expansion géographique⁽²¹⁾. Je vais m'intéresser à la dernière solution.

À cause de cette "saturation du marché" capverdien, beaucoup de Chinois cherchent d'autres opportunités similaires ailleurs en Afrique, *"des opportunités originales, des marchés qui ne sont pas encore conquis par d'autres Chinois"*⁽²²⁾. À l'intérieur du Cap-Vert, les possibilités d'expansion géographique sont épuisées, des magasins chinois existant sur chacune des neuf îles habitées. Certains propriétaires de magasins chinois ont résolu la question en quittant le Cap-Vert pour le continent africain, en établissant des entreprises en Angola et au Mozambique, les deux plus grands pays africains lusophones. Carling et Haugen expliquent

Certains propriétaires de magasins chinois ont résolu la question en quittant le Cap-Vert pour le continent africain, en établissant des entreprises en Angola et Mozambique, les deux plus grands pays africains lusophones.

qu'ils ont tendance dans ce cas à maintenir en activité leurs boutiques au Cap-Vert par le biais d'un parent ou d'un employé chinois le temps de l'adaptation au marché sur le continent. Lorsque les nouvelles entreprises en Angola ou au Mozambique deviennent rentables, les immigrants chinois ferment et revendent la boutique au Cap-Vert.

Les immigrants chinois contemporains : des "séjournateurs"

La plupart des immigrants chinois souhaitent faire de l'argent et réussir avant de retourner en Chine. Un ambassadeur chinois d'un grand pays africain a expliqué que la plupart des immigrants chinois en Afrique ont un seul rêve : celui de retourner chez eux pour construire une maison à trois niveaux, un "monument" de leur réussite outre-mer. Pour eux, les difficultés de la vie en Afrique ne valent la peine et ne sont surmontables, que parce qu'elles sont temporaires. La souffrance a une valeur culturelle à partir du moment où les buts à plus long terme sont atteints ; sans difficultés, il n'y a pas de gains. L'ambassadeur précise que la valeur de cette récompense à échéance lointaine fait partie de la philosophie et de la mentalité chinoise : il est communément admis que lorsqu'on se concentre sur une tâche, que l'on travaille durement et que l'on mène une vie frugale, on peut réussir.

L'Afrique représente des opportunités importantes s'ils sont prêts à assumer les risques que l'immigration temporaire comporte si loin de chez soi. Même pour les immigrants salariés, un contrat à l'étranger de trois ans peut fournir suffisamment de capitaux pour permettre la construction d'une nouvelle maison alors que cela prendrait dix ans ou plus pour faire la même chose avec les salaires obtenus en Chine. Malgré le coût de l'immigration et les restrictions légales, il y a beaucoup de mouvement entre l'Afrique et la Chine. Souvent de jeunes hommes qui ont passé quelques années en Afrique retournent en Chine pour trouver une femme. Beaucoup de jeunes couples renvoient leurs enfants nés en Afrique aux grands-parents ou à d'autres membres de la famille en Chine, pour intégrer l'école chinoise et apprendre à "être chinois".

En d'autres termes, les immigrants contemporains ne construisent pas d'attaches durables dans un lieu donné, ce qui leur permet de se "transposer" et de migrer une deuxième fois, voire une troisième. Carling et Haugen semblent d'accord sur ce point : *"Les immigrants qui considèrent que leur situation de migrant est temporaire, sont plus aptes à changer de lieu que d'entreprise, même s'ils étaient résidents depuis de nombreuses années⁽²³⁾."*

Conclusion

Dans l'état actuel de la crise économique globale, il semblerait que les liens économiques entre la Chine et l'Afrique se renforcent. Alors que l'exportation des produits de consommation chinois connaît de nombreux revers, l'Afrique réclame des produits de consommation peu chers et offre des terrains encore vierges aux petites entreprises chinoises. L'Afrique dispose également de nombreuses ressources naturelles dont les Chinois ont besoin. On estime actuellement à près de 800 000 le nombre d'immigrés chinois en Afrique. Mais ils restent des résidents temporaires, des "séjourners".

Bien sûr, la nature poreuse de la plupart des frontières africaines joue un rôle dans cette mobilité accrue. Un informateur émet l'hypothèse que *"beaucoup de gens choisissent de venir en Afrique du Sud, car l'immigration illégale y est plus facile. Les frontières terrestres d'Afrique du Sud sont très poreuses"*. Entre 25 et 50% des immigrés de ces pays seraient sans-papiers en Afrique du Sud. La majorité entre en Afrique du Sud par les pays voisins : Mozambique, Swaziland et Lesotho. Il a également rapporté que *"l'immigration clandestine est répandue sur ces frontières. Des faux passeports sont fabriqués ici"*. Enfin, il note que l'Afrique du Sud est un pays de transit. Il est possible de se procurer des faux passeports sud-africains et d'autres passeports, pour ensuite voyager ailleurs, principalement vers les pays européens.

Vu la tendance aux "séjours courts" de beaucoup de nouveaux immigrés chinois en Afrique et la mentalité de "résident temporaire" des nouveaux entrepreneurs indépendants, ils sont peu nombreux à former des attaches à l'égard d'un lieu. Comme cela est le cas avec d'autres groupes de migrants, il y a des facteurs à la fois "incitatifs" et "restrictifs". En Afrique du Sud, beaucoup d'immigrés chinois sont préoccupés par la sécurité et le taux de criminalité. Il est régulièrement rapporté que les Chinois sont attaqués par des criminels ou des officiels corrompus dans des affaires de vol de voitures, de tentatives de vol et d'extorsion. Les émeutes xénophobes en 2008 à travers le pays ont rendu les Chinois craintifs et vigilants. Pour les immigrés chinois qui en ont la possibilité, un déménagement de leur activité vers des pays voisins plus calmes est une alternative attractive. Pour ceux qui ne peuvent quitter le pays, beaucoup font le choix d'habiter dans des villages plus petits, plus reculés et jugés plus sûrs, loin des métropoles. Au Cap-Vert, nous constatons des dynamiques différentes : c'est la saturation du marché et la compétition économique qui poussent les Chinois à quitter le pays pour d'autres pays africains lusophones. En guettant les opportunités économiques qui se dessinent à travers des marchés non exploités, les Chinois continuent de tracer leur chemin. ■

Notes

1. Voir Malia Politzer, "La Chine et l'Afrique : des liens économiques plus forts signifient plus d'immigration", 6 août, 2008. Téléchargeable sur : <http://www.migrationinformation.org>.
2. Frank Pieke, "Introduction", dans Gregor Benton et Frank Pieke (eds), *Les Chinois en Europe*, Londres, Macmillan, 1998 ; Biao Xiang, "L'émigration de la Chine : la perspective d'un pays d'envoi", *International Migration*, n°41 (3), 2003, p. 21-48 ; Jorgen Carling et Heidi Haugen, "Pourquoi un avant-poste africain est rempli de magasins chinois", document non publié présenté à la "Cinquième conférence de la Société internationale pour les études sur les chinois d'outre-mer", Danemark, mai 2004.
3. Barry Sautman, "Amis et intérêts : les liens caractéristiques de la relation Chine-Afrique", Centre des relations transnationales de la Chine, document de travail n°12, 2006, p. 21-22.
4. Jorgen Carling et Heidi Haugen, op. cit., p. 3.
5. Emmanuel Ma Mung, *La diaspora chinoise, géographie d'une migration*, Paris, Ophrys, 2002 p. 99.
6. Jorgen Carling et Heidi Haugen, op. cit., p. 13.
7. Voir Yoon Jung Park, thèse de doctorat, "Shifting Chinese South African Identities in Apartheid and Post-Apartheid South Africa", Université du Witwatersrand, Johannesburg, 2005, chapitre 7 pour débat.
8. Ces chiffres sont basés sur une remarque "à titre confidentiel" d'un ancien membre du personnel du bureau de liaison de Taipei, mais ces chiffres apparaissent régulièrement dans la presse de langue chinoise en Afrique du Sud.
9. À l'époque, puisque la Hongrie était une nation communiste, les Chinois n'avaient pas besoin de visa pour y entrer. Lorsqu'ils se sont aperçus qu'il y avait peu de débouchés, ils ont cherché ailleurs. L'Afrique était un choix évident, dû encore une fois à la nature poreuse de ses frontières internes.
10. Lorsqu'une grande partie des premiers immigrés chinois ont quitté l'Afrique du Sud, un certain nombre ont maintenu des relations d'affaires avec ce pays. Certains ont légué leurs parts de marché à de nouveaux arrivants chinois. D'autres ont lancé des affaires complémentaires, telles que des usines en Chine.
11. Voir Gregor. Dobler "Les affaires sud-sud en pratique : les marchands chinois à Oshikango, Namibie", document non publié sur les grossistes chinois et le négoce transfrontalier à Oshikango, Namibie, 2005.
12. Au début des années quatre-vingt, une partie des réformes économiques en Chine a permis aux familles d'occuper et de travailler des parcelles de terre, qui restaient la propriété de l'État. Chaque village avait des droits sur une partie de terrain ; ce terrain était ensuite divisé équitablement entre les familles habitant le village. Les familles travaillaient la terre et vendaient une portion de leurs récoltes au gouvernement, après avoir pris une part pour eux-mêmes. Ce ne sont pas des fermiers au sens commercial du terme, mais des "paysans" chinois qui ressemblent aux "métayers", le propriétaire restant l'État chinois.
13. Loro Horta, "La Chine au Cap-Vert : le paradis africain du Dragon", 2 janvier 2008, p. 2. Téléchargeable sur <http://forums.csis.org/africa>.
14. LoroHorta, op. cit, p. 3.
15. Jorgen Carling et Heidi Haugen, op. cit., p. 2.
16. Idem, p. 3.
17. Idem, p. 7.
18. Idem, p. 12.
19. Idem, p. 3.
20. Idem, p. 4.
21. Ibid.
22. Idem, p. 2.
23. Idem, p. 4.